



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

ENERGY/WP.4/2004/4  
12 octobre 2004

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DE L'ÉNERGIE DURABLE

Comité directeur du Projet «Efficacité énergétique 21»  
Quinzième session, 24-26 mai 2004

**RAPPORT DE LA RÉUNION**

**I. PARTICIPATION**

1. La quinzième session du Comité directeur du Projet «Efficacité énergétique 21» a été suivie par les représentants des pays dont les noms suivent: Albanie, Bélarus, Bulgarie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Hongrie, Italie, Norvège, République de Moldova, République tchèque, ex-République yougoslave de Macédoine, Suisse et Ukraine.
2. Étaient aussi présents les représentants du Bureau de pays du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour le Bélarus et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales ci-après: Banque européenne d'investissement (BEI), ETA-Renewable Energies, Association pour l'industrie européenne de la biomasse (EUBIA), Centre pour l'efficacité énergétique (EnEffect) de Bulgarie et Fédération européenne des énergies renouvelables (EREF).
3. Ont aussi participé à la réunion les organismes dont les noms suivent: Pacific Northwest National Laboratory (Battelle), Belinvestenergoberezhenic Consulting Company, CDC-IXIS, Energy & Communications Solutions LLC, ENSI Energy Saving International AS, Factor Consulting + Management AG, INTRASCOP SA, OTP Bank Ltd, Renaissance Finance International Ltd et RUSDEM – Energoeffect.

**II. SÉANCE D'OUVERTURE**

4. La quinzième session annuelle du Comité directeur s'est tenue parallèlement à la réunion de travail spéciale consacrée aux sources d'énergie renouvelables, qui s'est tenue les 25 et 26 mai 2004 (ENERGY/WP.4/2003/8). La réunion s'est ouverte par une déclaration de M. George Kowalski, Directeur de la Division de la restructuration industrielle, de l'énergie et

GE.04-32223 (F) 011204 071204

du développement de l'entreprise, qui a noté que le Projet «Efficacité énergétique 21» était antérieur au Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg (Afrique du Sud), au cours duquel les dirigeants du monde entier s'étaient engagés à mettre sur pied des programmes nationaux visant à promouvoir l'efficacité énergétique, avec le concours de la communauté internationale. Il a expliqué pourquoi ce projet avait été conçu pour contribuer au programme général de l'ONU dans ce domaine, notamment en ce qui concerne le développement des échanges de droits d'émission de carbone grâce à des investissements dans l'efficacité énergétique. À l'issue de la phase triennale 2000-2003 du Projet, on constate qu'un certain nombre de résultats importants ont été atteints en vue de la formation d'un marché de l'efficacité énergétique, en Europe centrale et orientale et en Asie centrale. À l'heure qu'il est, la Banque mondiale et d'autres investisseurs ont approuvé un montant total de 9 millions de dollars des États-Unis d'investissements. Des investissements supplémentaires d'un montant de 15 millions de dollars É.-U. sont en cours de négociation avec la ville de Moscou (Fédération de Russie). La valeur totale des plans d'entreprise programmés pendant la phase triennale qui vient de s'achever avoisine les 60 millions de dollars É.-U. M. Kowalski a informé le Comité directeur qu'en février 2004 il avait nommé M. Gianluca Sambucini (Division de la restructuration industrielle, de l'énergie et du développement de l'entreprise) Directeur du Projet «Efficacité énergétique 21».

5. Le Président du Comité directeur, M. Bernard Laponche, a présenté les grandes orientations du Projet, en mettant en avant son caractère progressif et en insistant sur la nécessité de faire une plus grande place aux questions financières. Il a décrit les principales difficultés rencontrées dans le financement des projets relatifs à l'efficacité énergétique et brièvement présenté les travaux entrepris par le Bureau et le secrétariat pour la création d'un ou plusieurs fonds d'investissements fondés sur un partenariat entre le secteur public et le secteur privé et rattachés au Projet «Efficacité énergétique 21», afin de tirer parti de son réseau et de ses experts mais aussi de ses activités de formation et de soutien. Il a rendu compte des discussions qui s'étaient déroulées lors des réunions du Bureau du 3 décembre 2003 et du 11 février 2004 au sujet des propositions détaillées de création de fonds d'investissements ou de mécanismes de financement présentées par quatre groupes de gestionnaires de fonds. Le Président a souligné qu'au cours des trois dernières années le secrétariat avait œuvré, avec le concours du Bureau, aux deux volets du Projet, à savoir l'assistance technique et le fonds d'investissement.

6. En conclusion, le Président, parlant au nom du Comité directeur, a officiellement accepté le «Climate is Business e-Ward 2003» accordé au Projet «Efficacité énergétique 21» par l'European Business Council for a Sustainable Energy Future (e5) et par le Business Council for Sustainable Energy (États-Unis d'Amérique). La récompense a été officiellement remise à M. Zdravko Genchev, Vice-Président du Projet, à l'occasion de la neuvième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) qui s'est tenue à Milan, en décembre 2003. Cette récompense a été attribuée au Projet pour sa contribution à la lutte contre les changements climatiques, grâce au Projet d'efficacité énergétique mené en Europe orientale et en Fédération de Russie. L'European Business Council for Sustainable Energy représente 120 sociétés travaillant dans le secteur des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique, du gaz, des télécommunications et des transports publics. Parmi ces membres figurent SONY International, Deutsche Telekom, Deutsche Bahn AG, Essent or Ecofys. La récompense a été offerte par Deutsch Telekom AG, Ecofys, Essent Durzaam (Pays-Bas) ainsi que par le Ministère allemand de la conservation de la nature et de la sûreté nucléaire.

### **III. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

(Point 1 de l'ordre du jour)

Document: ENERGY/WP.4/2004/3.

7. L'ordre du jour a été adopté.

### **IV. ÉLECTION DU BUREAU**

(Point 2 de l'ordre du jour)

8. M. Bernard Laponche (France) a été élu Président et MM. Trond Dahlsveen (Norvège), Zradvko Genchev (Bulgarie), Boris Reutov (Fédération de Russie), Thomas Sacco (États-Unis d'Amérique) et M<sup>me</sup> Milena Presutto (Italie) ont été élus Vice-Présidents.

### **V. COMMUNICATIONS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET**

#### **«EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE 21»**

(Point 3 de l'ordre du jour)

9. Le secrétariat a passé en revue les activités récemment entreprises dans le cadre du Projet et les résultats obtenus. Les activités ont notamment porté sur la mise au point de normes d'échange des droits d'émission de carbone, la promotion de réformes de la politique de l'énergie et l'incitation à adopter des pratiques commerciales saines. Le secrétariat a en particulier souligné l'importance d'encourager la coopération régionale pour la création de marchés de l'efficacité énergétique, ainsi que la nécessité de mobiliser des fonds pour de nouveaux projets visant à réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. Récemment, le Projet a permis la publication de neuf nouveaux ouvrages, notamment quatre CD-ROM portant sur des questions de financement, d'investissements et de développement de l'efficacité énergétique dans la région de la CEE. En outre, le site Web du Projet servant à l'échange d'informations a été visité en moyenne 990 fois par jour en avril 2004, principalement à propos des réunions organisées dans le cadre du Projet.

10. M. Trond Dahlsveen, représentant Energy Saving International AS (ENSI) Norvège et Vice-Président du Comité directeur, a présenté un exposé concernant les programmes de coopération mis en place par la Norvège dans 15 pays d'Europe centrale et orientale et de la CEI. Le Groupe norvégien de l'efficacité énergétique (NEEG) a créé des centres d'efficacité énergétique dans l'ensemble des pays d'Europe centrale et orientale, dont cinq dans la seule Fédération de Russie. L'objectif de ces centres est le renforcement des capacités locales en matière d'établissement de projets d'efficacité énergétique et de production propre. Ces centres ont pour stratégie: i) de créer des réseaux; ii) de diffuser des renseignements; iii) de mettre sur pied des projets de démonstration; iv) de former des spécialistes locaux aux techniques modernes d'efficacité énergétique et de production propre; v) de transférer de nouvelles technologies dans la région; et vi) d'apporter leur concours au financement des projets. Les méthodes du NEEG ont fait leurs preuves. À Bichkek (Kirghizistan), par exemple, le Comité a aidé l'hôpital des enfants à réaliser des économies annuelles nettes de 16 700 dollars É.-U. pour un investissement de 30 000 dollars É.-U. La majorité de ces économies ont été rendues possibles grâce à l'installation d'un système de contrôle automatique. D'autres moyens plus simples, cependant, comme l'isolation des tuyaux d'eau chaude et l'application de méthodes efficaces de lavage y ont aussi contribué.

11. M<sup>me</sup> Milena Presutto, représentant l'Agence nationale italienne pour les nouvelles technologies, l'énergie et les investissements (ENEA) et Vice-Présidente du Comité directeur, a fait un exposé sur l'incidence des normes d'efficacité énergétique et des étiquettes correspondantes sur les principaux appareils ménagers. Ces normes et étiquettes sont principalement régies par la législation de l'Union européenne, qui réglemente les appareils produisant du froid et les machines à laver depuis 1994, mais aussi par des accords professionnels volontaires. Ces accords volontaires font progresser les normes industrielles en facilitant la disparition progressive des appareils ménagers moins efficaces du point de vue énergétique pour les remplacer par du matériel plus efficace. Ces accords, ainsi que l'imposition de normes obligatoires en matière d'étiquetage et d'efficacité ont largement contribué à améliorer l'efficacité énergétique des appareils de production du froid et de lavage dans l'Union européenne.

12. M. Zdravko Genchev, représentant EnEffect (Bulgarie) et Vice-Président du Comité directeur, a projeté un film à propos des résultats obtenus en matière d'efficacité énergétique dans une zone de démonstration située dans la ville bulgare de Gabrovo. La Bulgarie a fait d'énormes progrès en matière de renforcement des capacités, de création de marchés et d'investissement dans le domaine de l'efficacité énergétique. Ce film a montré la dimension humaine des avantages qu'apportent en fin de compte les finances, l'économie, la politique et la technologie en matière d'efficacité énergétique, à savoir améliorer le niveau de vie et la qualité de la vie.

13. M. Boris Reutov, représentant le Ministère de l'éducation et de la science de la Fédération de Russie et Vice-Président du Comité directeur, a présenté un court métrage sur un projet de 3 millions de dollars cofinancé par le FEM et le PNUD, qui fait partie d'une série de 10 films montrant les différents aspects du développement de l'efficacité énergétique dans la Fédération de Russie.

14. M. Laszlo Molnar, représentant du Centre hongrois pour l'énergie (Budapest), a fait un exposé sur les économies d'énergie possibles dans les pays de la CEE, notamment en Hongrie. Les économies d'énergie possibles dans un secteur économique ou une entreprise sont difficiles à évaluer car elles dépendent de paramètres extrêmement instables, comme le prix de l'énergie, le montant des taxes et le coût du travail. Malgré cette instabilité, trois méthodes de calcul ont été évoquées. Premièrement, seules les possibilités «économiques», par opposition aux possibilités «techniques», sont prises en considération en vue de déterminer le montant des investissements futurs; en effet, les possibilités «économiques» représentent la valeur relative des économies d'énergie dans les conditions de marché, alors que les possibilités «techniques» ne représentent que les possibilités absolues de la technologie. Deuxièmement, on peut s'appuyer sur des comparaisons transnationales à condition de les adapter aux différents systèmes économiques, à la dépendance relative à l'égard des carburants et de la technologie et aux modes de consommation de l'électricité. Troisièmement, se servir là encore de comparaisons transnationales à condition d'utiliser des indicateurs de référence comparables à ceux utilisés par l'Union européenne à 15. À condition de procéder aux ajustements nécessaires, le calcul du potentiel de gains énergétiques est indispensable à la réalisation d'investissements rentables dans l'efficacité énergétique dans les conditions du marché. Après avoir exposé ces méthodes, M. Molnar a fait partager aux autres participants les résultats que la Hongrie a obtenus grâce à ses fonds pour l'efficacité énergétique. Il a conclu en déclarant que pour améliorer l'efficacité énergétique il fallait d'abord agir au niveau de la consommation finale plutôt qu'au niveau de

l'offre, et que les investissements dans ce domaine étaient plus efficaces pour la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> que les investissements dans les énergies renouvelables.

15. M<sup>me</sup> Eva Weöres, Conseillère financière en matière d'efficacité énergétique et de projets environnementaux à la Banque nationale hongroise d'épargne (banque OTP), a présenté un exposé sur le rôle que joue la banque OTP dans l'amélioration de l'efficacité énergétique, notamment en ce qui concerne les sources d'énergie renouvelables et le financement des sociétés prestataires de services énergétiques. La banque OTP, qui est la plus grande banque de dépôts de Hongrie, participe activement au financement de projets en matière d'efficacité énergétique et de développement des sources d'énergie renouvelables. Elle participe au Projet «Efficacité énergétique 21» depuis 1994 et accepte de participer au financement de projets sur la base d'une limitation des émissions de CO<sub>2</sub>. En outre, elle possède une grande habitude du financement de projets réalisés par des sociétés prestataires de services énergétiques, et se couvre contre les risques en diversifiant les mécanismes de collecte et en établissant des cahiers des charges. Par exemple, toute proposition de projet doit être étayée par une solide analyse économique prouvant que les économies d'énergie réalisées suffiront à rembourser la dette. La banque OTP apporte aussi son soutien à des projets autofinancés et à des projets réalisés par des sociétés prestataires de services énergétiques faisant partie d'un ensemble plus vaste de projets analogues, afin de diversifier les risques par une augmentation d'échelle. En outre, elle s'assure un statut de débiteur préférentiel ainsi que le droit de collecter les économies d'énergie réalisées auprès des municipalités associées aux projets. Enfin, la banque OTP se sert de garanties SFI et FEM pour se protéger encore davantage contre le risque que représente le financement des projets réalisés par des sociétés prestataires de services énergétiques.

16. Le Président a amené les débats sur des questions de nature socioéconomique (par exemple la pauvreté), de sécurité et d'environnement, qui sont les principaux éléments d'une approche intégrée de la question de l'efficacité énergétique. La question de l'incidence des transports sur le changement climatique devrait elle aussi être examinée à l'avenir dans le cadre des projets d'efficacité énergétique. De l'avis de plusieurs participants, le Projet «Efficacité énergétique 21» devrait se concentrer sur les besoins prioritaires compte tenu des ressources limitées. M<sup>me</sup> Dörte Fouquet, représentant la Fédération européenne des énergies renouvelables (EREF), a souligné la nécessité de renforcer le lien entre les activités visant à renforcer la sécurité énergétique et celles concernant l'efficacité énergétique et les ressources renouvelables.

## **VI. PRÉSENTATION DE LA PROCHAINE PHASE TRIENNALE DU PROJET «EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE 21» (Point 4 de l'ordre du jour)**

17. Le secrétariat a présenté les grandes lignes de la prochaine phase triennale du Projet, qui va jusqu'en l'an 2006. Les points principaux concernent les normes d'échange de droits d'émission, le financement de l'efficacité énergétique, les réformes politiques et la mise en place de pratiques commerciales saines. Pour parvenir à ces objectifs, le financement du Projet doit être assuré. Le secrétariat a expliqué en détail comment la Fondation pour les Nations Unies (FNU), le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux (FNUPI), le Ministère français des affaires étrangères, le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pourraient contribuer à son financement. Le Bureau et le secrétariat vont poursuivre leurs efforts pour mettre au point l'avant-projet pour 2003-2006, qui prévoit la création d'un mécanisme de financement ou un fonds d'investissement, en collaborant

avec les institutions d'appui et les équipes de gestion des fonds. La nouvelle phase devrait commencer dès que l'avant-projet sera achevé et que les institutions d'appui auront apporté des ressources suffisantes. À cette fin, la CEE poursuivra sa collaboration avec tous ses partenaires, notamment la FNU, le FNUPI, le FFEM, le Gouvernement norvégien, le Gouvernement italien, l'Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement, le Département de l'énergie des États-Unis, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Réseau régional pour l'utilisation efficace de l'énergie et des ressources en eau (RENEUER). Les opérations devraient pouvoir commencer en janvier 2005, à condition que les fonds soient disponibles.

## **VII. PRÉSENTATION DU RÉSEAU RÉGIONAL POUR L'UTILISATION EFFICACE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES EN EAU (RENEUER)**

(Point 5 de l'ordre du jour)

18. M. Zdravko Genchev a fait un deuxième exposé dans lequel il a présenté les activités passées et présentes du RENEUER. L'année dernière, le RENEUER a organisé plusieurs manifestations, par exemple un séminaire de formation sur les échanges de droits d'émission de carbone, un séminaire régional sur la planification stratégique de l'énergie ainsi qu'une conférence régionale sur l'aide que l'efficacité énergétique peut apporter aux ménages à faible revenu. Dans les années à venir, le RENEUER devrait se concentrer notamment sur la planification énergétique au niveau local, la création d'instruments financiers – notamment des partenariats public-privé et des plans de financement par des tierces parties – et la promotion des sources d'énergie renouvelables. En ce qui concerne les énergies renouvelables, M. Genchev a souligné l'importance de la biomasse, qui devrait permettre aux municipalités d'obtenir des effets économiques immédiats. Les participants ont rendu un hommage particulier à la CEE, à l'USAID, au Département de l'énergie des États-Unis, à la Norvège et à la France pour le soutien qu'ils ont apporté au RENEUER.

19. M<sup>me</sup> Ira Birnbaum, responsable de la section Efficacité énergétique, énergie propre et changement climatique mondial de l'USAID, a déclaré que son agence était toujours désireuse d'apporter son soutien aux travaux du RENEUER. Dans l'Europe du Sud-Est, l'USAID continuera à apporter son soutien à la planification énergétique locale, aux projets en faveur des ménages à faible revenu, à la restructuration des systèmes de chauffage, à la création d'instruments financiers, à la mise en place de partenariats public-privé et au lancement de plans de financement créés par des tiers. USAID va renforcer ses efforts en vue de promouvoir l'efficacité énergétique en continuant à soutenir le mécanisme d'octroi de crédits au développement chargé d'apporter des garanties aux sociétés prestataires de services énergétiques et aux municipalités, mais aussi l'Agence de promotion des investissements des Balkans (BID) dans le cadre d'études de faisabilité pour l'établissement de projets d'infrastructure dans l'Europe du Sud-Est. Les activités d'USAID s'articulent autour de trois grands axes: i) renforcement des capacités (en mettant l'accent sur l'apprentissage électronique); ii) diffusion d'informations (en mettant l'accent sur la création d'un site Web et d'un bureau d'échange d'informations) et iii) constitution d'une réserve de projets (en mettant l'accent sur les projets municipaux les plus représentatifs).

**VIII. RÉUNION DE TRAVAIL SPÉCIALE SUR LES SOURCES  
D'ÉNERGIE RENOUVELABLES**  
(Point 6 de l'ordre du jour)

20. La réunion de travail spéciale sur les sources d'énergie renouvelables s'est ouverte par un tour d'horizon sur les sources d'énergie renouvelables dans la région de la CEE, présenté par le secrétariat de la Division de la restructuration industrielle, de l'énergie et du développement de l'entreprise (ENERGY/2003/1). D'après les auteurs de l'exposé, les engagements contenus dans le Protocole de Kyoto, le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable et la Conférence ministérielle «Environment for Europe» tenue à Kiev (Ukraine) en mai 2003 ont donné un nouvel élan politique aux sources d'énergie renouvelables dans la région de la CEE. Cependant, des divergences d'interprétation subsistent entre les différentes institutions sur ce qu'il faut entendre par «sources d'énergie renouvelables». La collecte de données mériterait d'être harmonisée aussi bien au niveau national qu'au niveau international. De plus, les possibilités offertes par les sources d'énergie renouvelables doivent être soigneusement évaluées. Toujours d'après le secrétariat, les possibilités offertes par l'énergie de la biomasse, du vent et du soleil sont très grandes contrairement à celles offertes par l'énergie hydroélectrique et l'énergie géothermique. À l'heure qu'il est, les sources d'énergie renouvelables représentent 5 % des sources d'énergie primaires, dont 85 % proviennent de l'énergie de la biomasse et de l'énergie hydroélectrique. Bien que l'énergie électrique produite à partir de sources renouvelables progresse à un rythme annuel compris entre 7 %, pour la biomasse solide, et 35 % pour l'énergie éolienne, la plupart des sources d'énergie renouvelables sont loin d'être concurrentielles à l'exception de l'énergie éolienne terrestre et de la biomasse. Pour améliorer la compétitivité des sources d'énergie renouvelables il n'y a pas d'autre solution que de faire baisser les coûts encore davantage et de supprimer les obstacles au commerce de la biomasse. Par ailleurs, le secrétariat a souligné que les énergies renouvelables devraient bénéficier d'un soutien de la part des pouvoirs publics et de l'application de mesures, notamment dans les pays en transition. Grâce, par exemple, à des réductions ou des exonérations d'impôt, des crédits d'impôt, des aides à l'investissement, des mécanismes d'aide directe aux prix et à des certificats verts, il est possible de développer le marché des sources d'énergie renouvelables et d'atteindre les objectifs moyens de croissance de l'Union européenne. La CEE peut encourager cette évolution en apportant une assistance technique aux pays en transition. À l'instar des autres commissions régionales des Nations Unies, la CEE pourrait faire, dans le programme de travail du Comité de l'énergie durable, une place aux sources d'énergie renouvelables.

21. MM. Maxim Vergeichik et Vladimir Voitekhovich ont présenté la méthode intégrée utilisée au Bélarus dans les projets de lutte contre les changements climatiques du PNUD, qui se compose de quatre éléments principaux. Premièrement, la création de centres d'énergie locaux avec le concours financier du FEM et de la CEE afin de renforcer la capacité locale à utiliser des investissements en matière d'efficacité énergétique. Bien que les possibilités et les financements existent, les capacités locales à s'en servir sont entravées par i) une connaissance insuffisante des possibilités de la part des administrateurs du secteur énergétique; ii) un manque d'expérience dans l'évaluation des propositions commerciales d'efficacité énergétique; iii) l'absence d'incitations systématiques de la part d'entreprises ou d'individus en faveur de l'efficacité énergétique; et iv) l'absence de mécanismes de réinvestissement en matière d'efficacité énergétique. Tous ces obstacles pourraient effectivement être levés par les centres locaux dont nous avons parlé plus haut. Le deuxième élément concerne l'établissement des documents et des formalités techniques nécessaires à l'adhésion du Bélarus au Protocole de Kyoto. Le troisième

élément concerne l'obligation pour le Bélarus d'amender ses tourbières à cause des grandes quantités de CO<sub>2</sub> qu'elles émettent actuellement. Enfin, il serait indispensable de stimuler l'industrie des déchets du bois en créant un fonds de roulement à l'aide des ressources du FEM et de la CEE. L'utilisation de la biomasse conjuguée aux autres éléments du projet du PNUD au Bélarus devrait permettre de faire baisser notablement les émissions de CO<sub>2</sub>.

22. La sûreté de l'énergie, l'offre d'énergie et les contraintes environnementales sont des problèmes urgents qui doivent être traités. De l'avis de M. Norbert Vasen, représentant l'Association pour l'industrie européenne de la biomasse, la solution à ces problèmes mondiaux pourrait venir d'une plus grande utilisation de la biomasse, qui présente l'avantage de ne contenir ni CO<sub>2</sub> ni d'autres polluants comme le SO<sub>2</sub>. En outre, elle peut être utilisée dans tous les secteurs de l'énergie, à savoir la production de chaleur et d'électricité, les transports, les carburants et l'industrie chimique. M. Vasen a rendu compte de plusieurs projets consacrés à la biomasse, comme le projet concernant la production de bioéthanol en Roumanie, qui a de fortes chances d'être suivi puisque l'éthanol est une substance disponible dans le monde entier.

23. Comme l'a expliqué M. Miroslav Stary, Conseiller au Ministère de l'industrie et du commerce de la République tchèque, la biomasse offre de grandes possibilités en République tchèque. Outre la biomasse, il existe en République tchèque de bonnes possibilités d'investissement dans l'énergie éolienne à court terme, alors que les possibilités dans l'énergie solaire et l'énergie géothermique seraient plutôt exploitables à long terme. En 2003, la part des sources d'énergie renouvelables n'a représenté que 2,64 % du total des énergies utilisées dans le pays. Cette proportion devrait être portée à 8 % pour la consommation brute d'électricité en 2010 et à 16 ou 17 % en 2030. Le programme national consacré au développement des sources d'énergie renouvelables prévoit de combiner les ressources financières du secteur public, de l'étranger et du secteur bancaire. En ce qui concerne les sources de fonds publics, elles proviennent des budgets du Ministère de l'industrie et du commerce, du Ministère de l'agriculture et du Ministère des transports. Pour ce qui est des ressources extrabudgétaires, elles proviennent du Fonds national pour l'environnement et du Fonds national pour le développement du logement. Outre qu'elle cherche à développer les sources d'énergie renouvelables, la République tchèque s'efforce de mener une politique de l'énergie axée sur l'efficacité énergétique.

24. M. Boris Reutov, représentant le Ministère de l'éducation et de la science de la Fédération de Russie, a présenté les activités menées dans le cadre du Programme russe des énergies renouvelables. Plusieurs projets de caractère fédéral, régional ou international ont été menés à bien. En ce qui concerne le projet entrepris conjointement par le FEM et la Banque mondiale, qui en 2004 en était toujours à un stade préliminaire, il vise à créer un climat d'investissement favorable aux énergies renouvelables, grâce à une aide financière, à la diffusion d'informations et à un soutien institutionnel. Il prévoit la création de mécanismes financiers visant à faciliter les investissements dans les sources d'énergie renouvelables. Il prévoit en outre des activités de formation et de diffusion d'informations ainsi que l'organisation de démonstrations dans l'ensemble de la Russie. Comme l'a indiqué M. Reutov, plusieurs projets portant sur des sources d'énergie renouvelables ont déjà été lancés en Fédération de Russie, par exemple la biomasse, l'énergie éolienne, l'hydrogène et la géothermie. Par ailleurs, des projets financés par des capitaux privés, tels que le réseau électrique unifié du Programme russe pour le développement de l'énergie éolienne, ont permis la création d'usines dans la région de Chukotka. Enfin, plusieurs projets d'efficacité énergétique appliqués à des immeubles résidentiels et des écoles ont



été menés à bien. M. Reutov a aussi présenté d'autres propositions de projets concernant les sources d'énergie renouvelables, qui devraient être mises en œuvre d'ici à 2010, dans plusieurs régions, notamment la région de Yaroslav et la région de Rostov.

25. M. Deltcho Vitchev, représentant RFI Renaissance Finance International Ltd. (Royaume-Uni), a pour sa part souligné l'importance de conjuguer l'efficacité énergétique et l'utilisation des sources d'énergie renouvelables. Dans son exposé sur les différentes méthodes financières permettant de combiner efficacité énergétique et sources d'énergie renouvelables, il a affirmé que ces deux éléments visaient le même but, à savoir réduire les émissions de gaz à effet de serre. Et pourtant, ils diffèrent de par la taille et la structure des projets, n'ont pas la même interprétation du déplacement des combustibles fossiles, n'ont ni les mêmes débouchés ni les mêmes soutiens financiers et n'ont donc pas les mêmes besoins financiers. De plus, d'une manière générale, l'exploitation des sources d'énergie renouvelables nécessite de grandes quantités de capitaux, présente un taux de rentabilité interne relativement bas et nécessite des financements à relativement long terme ainsi que des accords d'achats obligatoires ou des tarifs préférentiels. L'efficacité énergétique, en revanche, nécessite rarement de grandes quantités de capitaux et présente un taux de rentabilité interne élevé mais nécessite de solides bilans d'entreprise, des garanties extérieures et le financement de tierces parties. Malgré leur différence du point de vue de l'investisseur, ces deux éléments peuvent et doivent être combinés dans un seul et même fonds afin d'équilibrer les portefeuilles de participations à long terme et à court terme.

26. Les exposés suivants ont principalement porté sur les modalités de financement des projets d'investissement dans les énergies renouvelables. M. Henry Marty-Gauquié, représentant la Banque européenne d'investissement (BEI), a présenté un exposé sur les initiatives prises par son organisation pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, en favorisant les énergies renouvelables. Il a fait remarquer que le principal enjeu écologique de notre siècle serait la prévention des changements climatiques. Dans ce combat, toutes les forces, qu'elles soient publiques, privées ou financières, devraient s'unir pour créer les synergies nécessaires. La BEI devrait apporter sa contribution en favorisant l'attribution de prêts à des projets concernant les énergies renouvelables et les activités de recherche-développement connexes. En outre, une initiative sera prise entre 2004 et 2006 pour assurer une assistance financière et technique à la lutte contre les changements climatiques.

27. De l'avis de M. Thomas Stetter, représentant Factor Consulting & Management AG (Suisse), la plupart des projets portant sur les énergies renouvelables entrepris dans les pays en transition de la CEE auront du mal à attirer des investissements internationaux. Du point de vue d'un investisseur privé, le taux de rentabilité interne, y compris le coût des transactions internationales, devrait dépasser 15 %. Par ailleurs, la production annuelle de CER devrait dépasser cinq tonnes de CO<sub>2</sub> pour 1 000 dollars É.-U. investis. Si nécessaire, il faudrait songer à regrouper les projets portant sur les énergies renouvelables qui, pris individuellement, n'offrent pas d'économie d'échelle. Par ailleurs, les partenariats entre le secteur public et le secteur privé pourraient favoriser les projets qui ne sont pas commercialement intéressants, pour le renforcement des capacités, le lancement de programmes de garantie, la conclusion d'accords d'achat de CER et la mobilisation de capitaux d'amorçage.

28. M<sup>me</sup> Pascale Thévenoux, représentant CDC-IXIS (France), a expliqué que la participation d'un investisseur public permettait d'accepter davantage de risques. Elle a présenté le Fonds

d'investissement de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (FIDEME), qui est un organisme à la fois public et privé, agréé par l'Union européenne, chargé de définir de nouveaux concepts de financement dans les domaines de l'environnement et de l'efficacité énergétique. Ce Fonds est financé par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) et par plusieurs banques de dépôts et d'investissements. Un tiers («actions A») du fonds de 45 720 000 euros est souscrit par l'ADEME et les deux tiers restants («actions B») sont cautionnés par des investisseurs européens. Le FIDEME est spécialisé dans le financement de projets faisant appel à des techniques éprouvées et censées améliorer l'environnement. Il n'est pas conçu pour accroître ses fonds propres. Avant tout investissement, le groupe CDC-IXIS vérifie le bien-fondé des projets, après quoi l'ADEME donne son avis. Dans un deuxième temps, le groupe CDC-IXIS analyse soigneusement les projets du point de vue des risques financiers avant de donner son aval pour les investissements.

29. Le secrétariat a résumé les objectifs de la CEE en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables. La CEE pourrait, par exemple, accroître la part des énergies renouvelables, en favorisant la formation d'un marché des énergies renouvelables et en définissant des projets d'investissement dans ce type d'énergies dans les pays en transition membres de la CEE. De la sorte, la CEE pourrait atteindre son objectif ultime qui est de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Dans la poursuite de cette stratégie, la CEE apporte son soutien au réseau de partenaires régionaux. Afin de garantir la réussite des projets portant sur les ressources renouvelables, il est important de définir et d'encourager les meilleures pratiques mais aussi de développer les possibilités d'investissement. Enfin, il convient de mieux faire connaître les énergies renouvelables, notamment en Europe orientale et en Europe du Sud-Est ainsi que dans les pays de la CEI.

## **IX. QUESTIONS DIVERSES**

(Point 7 de l'ordre du jour)

30. Pendant la session, les récentes publications de la CEE énumérées ci-après ont été examinées. Elles peuvent être obtenues sur demande en s'adressant au secrétariat.

Ouvrages récemment publiés par la CEE sous la cote «ENERGY»:

- a) No. 18: East West Energy Efficiency Standards and Labels, UN e-Book, ECE/ENERGY/45;
- b) No. 19: New Energy Security Threats, CD Rom;
- c) No. 20: Carbon Emissions Trading Handbook, UN e-Book, ECE/ENERGY/51;
- d) No. 21: Refonte de la tarification et du subventionnement de l'énergie, ECE/CEP/121, ECE/ENERGY/54;

Nouvelles publications de la CEE sous la cote «ENERGY»:

- e) No. 22 Experience of International Organizations in Promoting Energy Efficiency – Belarus, ECE/ENERGY/55;
- f) No. 23 Experience of International Organizations in Promoting Energy Efficiency – Bulgaria, ECE/ENERGY/56;
- g) No. 24 Experience of International Organizations in Promoting Energy Efficiency – Kazakhstan, ECE/ENERGY/57;

- h) No. 25 Experience of International Organizations in Promoting Energy Efficiency – The Russian Federation, ECE/ENERGY/58;
- i) No. 26 Experience of International Organizations in Promoting Energy Efficiency – Ukraine, ECE/ENERGY/59;
- j) No. 27: Energy Efficiency Policies and Measures in Europe, CD Rom, ECE/ENERGY/60;
- k) No. 28: Financing Energy Efficiency and Climate Change Mitigation: A Guide for Investors in Belarus, Bulgaria, Kazakhstan, the Russian Federation and Ukraine. CD Rom ECE/ENERGY/61;
- l) No. 29: Energy Security Risks and Financial Markets, CD Rom, ECE/ENERGY/62;
- m) No. 30 Financing Energy Efficiency Investment Projects, CD Rom, ECE/ENERGY/63;
- n) Proceedings of the Seminar on Financing Energy Efficiency Investments;
- o) Energy Efficiency Investment Project Business Plans.

## X. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

(Point 8 de l'ordre du jour)

31. À l'issue d'un débat, le Comité directeur:

a) *A noté* que le Bureau élu et le Comité directeur fournissent aux États membres de la CEE une stratégie appropriée à l'échelle de la région leur permettant de s'acquitter des engagements souscrits dans le cadre de la CCNUCC et de la CEE et assurent la coordination nécessaire pour éliminer tout chevauchement d'activité avec les programmes d'autres organisations ou institutions internationales;

b) *S'est félicité* en particulier de l'appui et de la participation de la Fondation pour les Nations Unies, du Gouvernement de la France, du Gouvernement de la Norvège, du Gouvernement de l'Italie, du Programme SAVE de la Commission européenne, du Ministère de l'énergie des États-Unis d'Amérique, de USAID et du projet MUNEE de l'Alliance to Save Energy dans la mise en œuvre des activités du Projet;

c) *A noté* avec satisfaction que le Bureau s'était efforcé de définir un avant-projet pour 2003-2006, comprenant un mécanisme d'investissement ou un fonds d'investissement, en collaborant avec les institutions d'appui et les équipes de gestion du fonds afin de mettre en œuvre les décisions prises par le Comité directeur à sa quatorzième session;

d) *S'est félicité* de la décision du Conseil consultatif du Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux de recommander que la proposition de projet concernant le financement d'investissements dans l'efficacité énergétique pour lutter contre les changements climatiques soit financée par la Fondation pour les Nations Unies et que cette dernière se prononce à la réunion de son Conseil d'administration, en juin 2004;

e) *S'est félicité* que le Ministère français des affaires étrangères, le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (EPA), USAID, le Ministère de l'énergie des États-Unis d'Amérique, le Ministère norvégien des affaires étrangères, la Fondation Vekst, le European Business Congress (EBC), le Ministère italien des affaires étrangères et le Ministère italien des

finances et de l'économie envisagent de participer au financement ou au cofinancement du Projet ou à des contributions en nature, et que le secrétariat de la CEE se soit chargé de la direction du Projet et soit venu en aide aux États membres pour sa mise en œuvre;

f) *A entériné* les recommandations du Bureau concernant la mise au point du Projet, adoptées lors de sa réunion des 2 et 3 décembre 2003 (ENERGY/WP.4/2003/12) et du 9 au 11 février 2004 (ENERGY/WP.4/2004/2);

g) *S'est félicité* des propositions visant à créer un mécanisme de financement et/ou un fonds d'investissement pour le Projet «Efficacité énergétique 21», au titre duquel la Swiss Reinsurance Company (Swiss Re), Conning Asset Management, TCW Energy and Infrastructure Group, la Commonwealth Bank of Australia (CBA), la Caisse des dépôts et consignations (Groupe CDC-IXIS) et Energy and Communications Solutions LLC investiraient dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables;

h) *A demandé* au Bureau et au secrétariat d'établir un avant-projet complet (2003-2006) fondé sur le projet de proposition (ENERGY/WP.4/2003/4) en vue de la deuxième phase triennale du Projet, qui prévoirait la création d'un mécanisme de financement ou d'un fonds d'investissement, une fois approuvées les propositions soumises aux donateurs, aux partenaires financiers et aux éventuels participants au fonds;

i) *A demandé* au Bureau et au secrétariat d'examiner les modalités d'une intégration de l'utilisation efficace de l'énergie dans le secteur des transports dans le Projet «Efficacité énergétique 21», en se fondant sur l'avis des délégations, et de rendre compte au Comité directeur à sa prochaine session;

j) *A recommandé* que l'avant-projet pour 2003-2006:

- i) Énonce un plus grand nombre de priorités, aussi bien dans ses objectifs généraux que ses objectifs immédiats, notamment en ce qui concerne le développement économique et social, la sûreté énergétique et la protection de l'environnement au-delà des préoccupations de la CCNUCC;
- ii) Prévoie un plus grand nombre de mécanismes pour la mise en œuvre des stratégies de réduction des changements climatiques;
- iii) Encourage l'utilisation efficace de l'énergie au moment de favoriser l'introduction des sources d'énergie renouvelables;
- iv) Élargisse les activités normalement prévues dans le Projet «Efficacité énergétique 21», comme l'assistance technique, le renforcement des capacités, la formation, les réformes institutionnelles et politiques, afin qu'elles viennent compléter les activités des gestionnaires des fonds d'investissement;

k) *A demandé* que la nouvelle phase du projet (2003-2006) commence dès que l'avant-projet sera achevé et que les ressources apportées par les institutions d'appui seront suffisantes.

32. À propos du point 5 (Réseau régional pour l'utilisation efficace de l'énergie et des ressources en eau – RENEUER), le Comité directeur:

- a) *S'est félicité* des progrès accomplis dans le cadre du projet RENEUER, et de la contribution des organismes d'appui et du secrétariat du Projet, au Centre pour l'efficacité énergétique (EnEffect), à la mise en œuvre des activités entreprises au titre du Projet;
- b) *A remercié* le Gouvernement français, le Gouvernement norvégien, le Gouvernement tchèque, la CEE, le projet MUNEE d'USAID mis en œuvre par l'Alliance to Save Energy et le Ministère américain de l'énergie d'avoir à la fois soutenu le Projet et d'y avoir participé;
- c) *A noté* avec satisfaction les résultats de la séance de formation du RENEUER sur les échanges de droits d'émission et le financement des investissements dans l'efficacité énergétique, qui s'est déroulée au Centre pour l'efficacité énergétique (EnEffect) en octobre 2003;
- d) *A demandé* au Centre pour l'efficacité énergétique (EnEffect), à Sofia, d'inscrire, avant la fin 2004, dans le plan de travail du Projet pour 2005 les recommandations et les propositions d'activités et de soutien que les délégations ont faites pendant la séance de formation;
- e) *A encouragé* le RENEUER à coopérer avec les pays d'Europe centrale et orientale et aussi d'Asie centrale.

33. À propos du point 6 (Réunion de travail spéciale sur les sources d'énergie renouvelables), le Comité directeur:

- a) *A remercié* tous les experts participant à la séance de travail spéciale pour les opinions qu'ils ont formulées, leur participation active au débat et leurs propositions constructives en vue de l'intégration dans le Projet «Efficacité énergétique 21» des activités relatives aux sources d'énergie renouvelables;
- b) *A décidé* d'inclure les énergies renouvelables dans le programme de travail du Projet «Efficacité énergétique 21» et de faire figurer cette composante dans l'avant-projet pour 2003-2006;
- c) *A fait part* de sa volonté d'élaborer des propositions d'investissement dans les énergies renouvelables mais aussi dans l'efficacité énergétique aux fins d'examen par les gérants des fonds d'investissement dans le Projet «Efficacité énergétique 21»;
- d) *A prié* le Comité de l'énergie durable d'entériner les travaux sur les énergies renouvelables devant être menés dans le cadre du Projet «Efficacité énergétique 21», conformément au mandat convenu (voir annexe 1);
- e) *A prié* le Comité de l'énergie durable de prévoir des ressources supplémentaires dans le budget ordinaire, qui serviraient à financer un poste P-4 à plein temps pour les activités concernant les énergies renouvelables dans le cadre du Projet «Efficacité énergétique 21».

## ANNEXE

## MANDAT

**PROMOUVOIR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES DANS LE CADRE  
DU PROJET «EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE 21»**

**Motivations:** Volonté politique des États membres de la CEE à faire évoluer le secteur énergétique vers un mode de développement plus durable [Plan d'application de Johannesburg; propositions et partenariats en rapport avec l'eau et l'assainissement, l'énergie, la santé, l'agriculture et la diversité biologique (WEHAB), engagements pris au titre du Protocole de Kyoto, rôle prioritaire – aux dires du Comité de l'énergie durable de la CEE – des énergies renouvelables dans le développement durable de la région de la CEE, et Déclaration-contribution de la CEE à la neuvième session de la Commission du développement durable (ECE/ENERGY/43 et annexe I)].

**Activités:** Déclaration-contribution de la CEE à la neuvième session de la Commission du développement durable et programme de travail (par. 29), Déclaration ministérielle de Kiev (par. 47 et 48), réunion du Bureau élargi du Comité de l'énergie durable de la CEE tenue en juin 2003 et décision prise par le Comité de l'énergie durable en novembre 2003.

**Objectif général:** Contribuer à faire une plus grande place aux sources d'énergie renouvelables en s'employant à promouvoir la constitution d'un marché pour les sources d'énergie renouvelables et la mise au point de projets d'investissement en la matière. Ces activités de promotion devraient être menées parallèlement au sous-programme relatif à l'efficacité énergétique, tout en respectant un certain équilibre, l'objectif étant, à terme, de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les pays en transition membres de la CEE en valorisant au maximum les énergies renouvelables grâce à l'efficacité énergétique dans la mesure du possible.

**Objectifs immédiats**

**Objectif 1:** Créer un réseau régional de partenaires comprenant des organismes publics, des organismes privés et des organismes internationaux. Nouer des relations efficaces avec les initiatives et partenaires actuels dans le secteur de l'énergie. Faciliter la communication pour définir, élaborer, financer et mettre en œuvre des projets relatifs aux sources d'énergie renouvelables. S'informer et échanger des renseignements sur les procédures de planification et d'agrément.

**Objectif 2:** Recenser et promouvoir les meilleures pratiques en ce qui concerne les techniques, les politiques de soutien, les incitations d'ordre réglementaire, les cadres législatifs stables et les instruments du marché favorisant les énergies renouvelables. Créer un environnement propre à dynamiser les marchés locaux des énergies renouvelables tant en réseau que hors réseau. Encourager la formulation de politiques tenant compte des incidences économiques, environnementales et sociales, visant à fixer des objectifs nationaux et des délais en matière d'énergies renouvelables ainsi que les engagements volontaires à réduire les subventions aux énergies nocives. Fournir une assistance aux initiatives ayant pour objet d'évaluer et de faire connaître les avantages que présentent les énergies renouvelables du point de vue des émissions

de carbone. Examiner et quantifier les externalités et par conséquent présenter de réelles possibilités d'investissement.

**Objectif 3:** Encourager les investissements par l'utilisation de mécanismes de financement novateurs, notamment des programmes de soutien, des permis d'émission négociables, des partenariats entre les secteurs public et privé et les mécanismes du Protocole de Kyoto. Promouvoir les outils de financement à la fois efficaces et appropriés qui ont été utilisés pour investir dans des projets d'efficacité énergétique.

**Objectif 4:** Mieux faire connaître les énergies renouvelables en expliquant clairement les avantages qu'elles présentent du point de vue social et écologique. Les renseignements intéressants peuvent être téléchargés à partir du site Web: <http://www.unece.ee-21.net>.

**Zone d'application:** Europe orientale et Europe du Sud-Est et pays de la Communauté d'États indépendants.

**Méthodes de travail:** Le secrétariat propose que les activités susmentionnées soient réalisées dans le cadre du Projet «Efficacité énergétique 21». Avant de décider de la création d'un groupe spécial d'experts des énergies renouvelables, le Comité directeur a confirmé que les énergies renouvelables seraient prises en considération dans le Projet «Efficacité énergétique 21».

-----